

Convention collective de travail du 7 octobre 2004 conclue au sein de la C.P. pour le secteur audiovisuel, instituant un fonds de sécurité d'existence du secteur audiovisuel.

A. Institution.

Art. 1. Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 7.1.1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2, la commission paritaire du secteur audiovisuel institue un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont définis ci-après.

Art. 2. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la commission paritaire. du secteur audiovisuel

On entend par travailleurs : les employés féminins et masculins.

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1 janvier 2005 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois qui prend cours dès la notification de la dénonciation. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la commission paritaire. du secteur audiovisuel. ce dernier fait parvenir une copie à chacune des parties signataires.

B. Statuts.

Chapitre I - Dénomination et siège social.

Art. 4. A partir du 1er janvier 2005 un fonds de sécurité d'existence, dénommé " Fonds social du secteur audiovisuel » est institué dont le siège est établi à *M. duelaan 1, 1800 Wilrijk.*

Ce siège peut être déplacé ailleurs par décision du comité de gestion paritaire, prévu à l'art. 10.

Chapitre II - Objet.

Art. 5. Le fonds a pour objet de stimuler et d'organiser toute initiative de formation, d'emploi et d'éducation dans le secteur audiovisuel.

Il peut également entreprendre toute activité destinée à promouvoir cet objet.

Le fonds est notamment chargé de régler et d'assurer la perception et la gestion des cotisations perçues par l'Office national de sécurité sociale, et de les allouer aux buts auxquels ils sont destinés.

Chapitre III - Financement.

Art. 6. Les moyens financiers du fonds proviennent des cotisations versées par les employeurs qui ressortissent de la commission paritaire. citée ci-devant, de tous les moyens qui sont mis à la disposition du fonds ainsi que des éventuels intérêts financiers de ces cotisations et de ces moyens financiers capitalisés.

Art. 7.§. 1. Le montant des cotisations est fixé par convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire en fonction des missions que la C.P. décide de confier au fonds social.

A défaut d'une pareille convention collective de travail, ce sont les montants des cotisations telles que prévues par des dispositions légales ou réglementaires concernant les efforts pour les groupes à risques comme dernièrement prévues par la loi du 1 avril 2003 prévoyant l'exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 .

§. 2. Les cotisations peuvent être fixées de manière à constituer une réserve jugée nécessaire.

Art. 8. Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale, en application de l'article. 7 de la loi du 7.1.1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Art. 9. Les frais administratifs du fonds sont fixés chaque année par le comité de gestion paritaire prévu à l'article 10.

Ces frais sont en premier lieu couverts par les intérêts des capitaux produits par le versement des cotisations, et, éventuellement, complémentirement par une retenue sur les cotisations prévues et dont le montant est fixé par le comité de gestion cité ci-devant.

Chapitre IV - Gestion.

Art. 10. Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire, tel que prévu à l'article 3 de la loi du 7.1.1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, composé de 10 membres administrateurs effectifs.

Ces membres sont désignés par et parmi les membres de la commission paritaire ,pour moitié sur présentation des organisations professionnelles d'employeurs, et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des employés.

Les membres du comité de gestion sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la commission paritaire. pour le secteur audiovisuel.

Le mandat comme membre du comité de gestion expire lors d'une démission, décès ou lorsque le mandat comme membre de la commission paritaire du secteur audiovisuel arrive à échéance ou par démission donnée par l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre relève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

Les membres du comité de gestion ne reçoivent pas des jetons de présence.

Art. 11. Les administrateurs du fonds n'encourent aucune responsabilité personnelle à l'égard des engagements du fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion dont ils ont été chargés.

Art. 12. Le comité de gestion élit tous les deux ans un président et un secrétaire-trésorier parmi ses membres, alternativement entre les délégués des employeurs et des travailleurs, à condition que le président et le secrétaire-trésorier appartiennent toujours à l'autre "banc".

Il désigne également les personnes chargées du secrétariat.

Art. 13. Le comité de gestion dispose des compétences les plus étendues dans la gestion et l'administration du fonds, dans les limites prévues par la loi et par les statuts.

Sauf décision contraire du comité de gestion, ce dernier intervient dans tous ses actes et les traite de droit par le président et le secrétaire-trésorier ensemble, le cas échéant l'un et l'autre remplacé par un administrateur délégué, désigné pour cela par le comité de gestion.

Le comité de gestion a pour mission, entre autres :

1. procéder à l'éventuel engagement et licenciement du personnel du fonds
2. effectuer le contrôle et prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts
3. fixer les frais d'administration ainsi que la part des recettes annuelles destinées à les couvrir
4. dans le courant du mois de mai de chaque année transmettre le rapport annuel écrit à la commission paritaire du secteur audiovisuel concernant la réalisation de sa mission
5. la rédaction d'un règlement d'ordre intérieur.

Art. 14. Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du fonds, soit à l'invitation du président agissant d'autorité, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du comité de gestion, soit à la demande d'une des organisations représentées au sein de la commission paritaire

Les invitations doivent comprendre l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le comité de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Art. 15. Le comité de gestion ne peut siéger et délibérer valablement que si au moins la moitié tant des membres représentant les employeurs que la moitié de ceux représentant les employés, sont présents.

Les décisions du comité de gestion sont en principe prises à l'unanimité des voix des présents, sauf autre disposition prévue au règlement d'ordre intérieur.

Chapitre V - Contrôle.

Art. 16. Conformément à l'article 12 de la loi du 7.1.1958, modifié par l'A.R. du 1.3.1971, la commission paritaire désigne au moins un expert-comptable pour le contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci doit faire rapport à la commission paritaire au moins une fois par an.

En outre, il informe régulièrement le comité de gestion des résultats de ses examens et fait les recommandations qu'il juge utiles.

Chapitre VI - Bilan et comptes.

Art. 17. Chaque année les bilans et comptes de l'année écoulée sont arrêtés au 31 décembre.

Chapitre VII - Dissolution et liquidation.

Art. 18. Le fonds est dissous par la commission paritaire en suite d'un préavis éventuel, tel que prévu à l'article 3.

La commission paritaire précitée décide de l'affectation des biens et valeurs du fonds par apurement du passif.

Cette affectation doit être conforme à l'objet social que s'était assigné le fonds.

La commission paritaire précitée désigne les liquidateurs parmi les membres du comité de gestion.

AUDIOVISUELE SECTOR : Fonds voor Bestaanszekerheid - Statuten.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 oktober 2004 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid voor de audiovisuele sector, gesloten in het P.C. voor de audiovisuele sector,

A. Oprichting.

Art. 1. Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en in toepassing van de wet van 7.1.1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid art. 2, richt het paritair comité voor de audiovisuele sector een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de audiovisuele sector

Onder werknemers wordt verstaan : mannelijke en vrouwelijke bedienden.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2005 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elk der partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van drie maanden die loopt vanaf de betekening van de opzegging. De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de audiovisuele sector, waarvan deze laatste een kopie aan elk der ondertekenende partijen laat geworden.

B. Statuten.

Hoofdstuk I - Benaming en maatschappelijke zetel.

Art. 4. Met ingang van 1 januari 2005 wordt er een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Sociaal Fonds voor de audiovisuele sector waarvan de zetel gevestigd is *.Mediszlaan 1 , 1800 Vilvoorde*

Deze zetel kan bij beslissing van het paritair beheerscomité voorzien bij art. 10, elders overgeplaatst worden.

Hoofdstuk 11 - Doel.

Art. 5. Het fonds heeft tot doel alle vormings- tewerkstellings- en opleidingsinitiatieven in de audiovisuele sector te stimuleren en te organiseren

Het Fonds mag tevens alle activiteiten ondernemen die dit doel kunnen bevorderen.

Het fonds heeft inzonderheid als taak de daartoe door de Rijksdienst voor sociale zekerheid geïnde bijdragen te ontvangen, te beheren en toe te wijzen aan de doeleinden waarvoor ze bestemd zijn.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	
18-10-2004	2-12-2004	N°	72988 10/227

Hoofdstuk III - Financiering.

Art. 6. De geldmiddelen van het fonds bestaan uit bijdragen gestort door de werkgevers die onder de bevoegdheid van hoger genoemd paritair comité ressorteren en. uit alle middelen die ter beschikking gesteld worden van het fonds evenals uit de eventuele intrestopbrengst van deze gekapitaliseerde bijdragen en middelen.

Art. 7. § 1. Het bedrag van de bijdragen wordt bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het paritair comité. voor de audiovisuele sector in functie van de opdrachten die het paritair comité. aan het sociaal fonds wil toevertrouwen.

Bij ontstentenis van een dergelijke collectieve arbeidsovereenkomst gelden de bijdragen die voorzien zijn in de wettelijke en of reglementaire bepalingen omtrent de inspanningen voor de risicogroepen zoals het laatst vastgesteld bij de wet van 1 april 2003 houdende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2003-2004

§. 2. De bijdragen bedoeld in §1 kunnen derwijze bepaald worden dat een nodig geachte reserve wordt verzekerd.

Art. 8. De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor sociale zekerheid, bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7.1.1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Art. 9. De administratiekosten van het fonds worden elk jaar vastgesteld door het paritair beheerscomité voorzien bij artikel 10.

Deze kosten worden in eerste instantie gedekt door de renten van de kapitalen voortkomend van de storting van de bijdragen, en, eventueel, bijkomend door een afhouding op de voorziene bijdragen en waarvan het bedrag vastgelegd is door het voornoemd beheerscomité.

Hoofdstuk IV - Beheer.

Art. 10. Het fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité, zoals voorzien in artikel 3 van de wet van 7.1.1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, bestaande uit 10 effectieve leden-beheerders.

Deze leden wordt aangeduid door en onder de leden van het betrokken P.C. voor de helft op voordracht van de beroepsorganisaties van de werkgevers, en voor de andere helft op voordracht van de werknemersorganisaties.

De leden van het beheerscomité worden aangesteld voor dezelfde periode als deze van hun mandaat als lid van het paritair comité. voor de audiovisuele sector.

Het mandaat van lid in het beheerscomité vervalt door ontslag, overlijden of wanneer zijn mandaat als lid van het paritair comité. voor de audiovisuele sector een einde neemt of wegens ontslag gegeven door de organisatie die hem voorgedragen heeft.

Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van het beheerscomité zijn vernieuwbaar.

De leden van het beheerscomité ontvangen geen presentiegeld.

Art. 11. De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met verbintenissen van het fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheer dat zij ontvangen hebben.

Art. 12. Het beheerscomité kiest om de twee jaar een voorzitter en een secretaris-penningmeester onder zijn leden, met dien verstande dat de voorzitter en de secretaris-penningmeester steeds tot de andere "bank" behoren.

Het duidt eveneens de personen aan die met het secretariaat worden belast.

Art. 13. Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door de wet of deze statuten.

Tenzij anders luidende beslissing van het beheerscomité treedt dit laatste in al zijn handelingen op en handelt het in rechte via de voorzitter en de secretaris-penningmeester gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een afgevaardigde-beheerder, door het beheerscomité daartoe aangesteld.

Het beheerscomité heeft onder meer als opdracht :

1. over te gaan tot de eventuele aanwerving en ontslag van het personeel van het fonds
2. controle te doen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten
3. de administratiekosten alsmede het aandeel van de jaarlijkse inkomsten die deze dekken, vast te stellen
4. tijdens de maand mei van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het paritair comité voor de audiovisuele sector over de vervulling van zijn opdracht
5. het opstellen van een huishoudelijk reglement.

Art. 14. Het beheerscomité vergadert minstens éénmaal per semester ter zetel van het fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van ten minste de helft der leden van het beheerscomité, hetzij op vraag van één der organisaties vertegenwoordigd in het paritair comité.

De uitnodigingen moeten de agenda bevatten. De notulen worden opgemaakt door de secretaris. aangewezen door het beheerscomité, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Art. 15. Het beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

4

De beslissingen van het beheerscomité worden in beginsel getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden, behoudens anders luidende bepalingen in het huishoudelijk reglement.

Hoofdstuk V - Controle.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7.1.1958, gewijzigd bij het K.B. van 1.3.1971, duidt het paritair comité. minstens één expert-boekhouder aan ter controle van het beheer van het fonds.

Deze moet minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen bij het paritair comité.

Bovendien licht hij het beheerscomité van het fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

Hoofdstuk VI - Balans en rekeningen.

Art. 17. Elk jaar wordt op 31 december de balans en rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten.

Hoofdstuk VII - Ontbinding en vereffening.

Art. 18. Het fonds wordt ontbonden door het paritair comité. ingevolge een gebeurlijke vooropzeg. zoals voorzien door artikel 3.

Voornoemd. paritair comité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds na betaling van het passief.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waartoe het fonds werd opgericht.

Het paritair comité duidt de vereffenaars aan onder de leden van het beheerscomité.